



L'Inde peut-elle devenir une grande puissance ?

Nicolas Blarel

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2018/2 Été , PAGES 69 À 78

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678155

DOI 10.3917/pe.182.0069

Date de mise en ligne : 08/06/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-2-page-69?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

L'Inde peut-elle devenir une grande puissance ?

Par **Nicolas Blarel**

Nicolas Blarel enseigne les relations internationales à l'université de Leyde aux Pays-Bas. Il vient de co-diriger, avec Sumit Ganguly et Manjeet S. Pardesi, *The Oxford Handbook of India's National Security*, New Delhi, Oxford University Press, 2018.

L'Inde de Modi ambitionne le statut de puissance globale, mais elle ne l'a pas encore gagné. La multiplication des défis proches, avec le Pakistan ou la Chine, contraint Delhi à mobiliser ses forces pour tenter de stabiliser son environnement. Sur le plan interne, les instabilités à base ethnique, ou sécessionnistes, se traduisent souvent par des attaques terroristes, et limitent la marge de manœuvre extérieure du gouvernement, comme les pesanteurs de la bureaucratie des Affaires étrangères.

politique étrangère

Paradoxalement, l'émergence de l'Inde sur les vingt dernières années apporte plus de questions que de réponses. L'Inde semble en effet être candidate au statut de grande puissance, si l'on s'en tient aux critères traditionnels, et notamment son dynamisme démographique et économique (septième économie mondiale), ainsi que ses dépenses militaires croissantes (troisième armée mondiale et cinquième budget de défense). New Delhi postule explicitement à une reconnaissance de son nouveau rôle international – ce qui est illustré par la quête d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. L'Inde est également progressivement reconnue par des observateurs extérieurs comme une grande puissance. L'ancien président américain Barack Obama avait notamment proclamé lors d'une visite à New Delhi en 2010 que l'Inde n'était « pas seulement un pays émergent, mais un pays qui avait déjà émergé¹ ».

Toutefois, malgré ces changements, l'Inde ne se comporte pas comme une grande puissance traditionnelle. En dépit d'une puissance militaire indéniable, New Delhi agit encore de manière défensive dans sa posture sécuritaire, notamment lorsqu'il est question de projeter ses forces au-delà

1. S. Gay Stolberg et J. Yardley, « Countering China, Obama Backs India for U.N. Council », *The New York Times*, 8 novembre 2010.

de son territoire. Le gouvernement indien refuse aussi de prendre l'initiative sur une variété de questions internationales, notamment dans le cadre des organisations multilatérales.

Pourquoi l'Inde est-elle considérée toujours comme une puissance émergente et non pas comme une puissance majeure au niveau global ? Quelles sont les limites à sa puissance ? Quels sont les obstacles à une politique étrangère plus confiante et assurée ?

Ces questions sont d'autant plus pertinentes que l'arrivée de Narendra Modi et du Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien) au pouvoir en 2014 avait soulevé les attentes d'une révolution dans la politique étrangère indienne. Le retour aux responsabilités du parti nationaliste hindou, après dix ans de gouvernement du Congrès national indien (CNI), semblait devoir permettre à New Delhi de se distancier de ses anciennes doctrines, notamment de son traditionnel engagement en faveur du non-alignement, et d'adopter une politique étrangère plus pragmatique, plus en phase avec ses nouvelles ambitions géopolitiques². Modi est au pouvoir depuis quatre ans, et il faut se rendre à l'évidence : ces prémonitions n'ont pas été complètement confirmées. Malgré une activité diplomatique sans précédent – Modi a visité 54 pays –, il n'y a pas encore eu de révolution dans l'orientation de la politique étrangère indienne. Le peu d'évolution peut s'expliquer par la permanence de défis sécuritaires externes et internes auxquels l'Inde est confrontée, ainsi que par la pertinence d'un système bureaucratique et politique assez conservateur sur les questions de politique étrangère.

Une région difficile : la Chine et le Pakistan comme rivaux

Si l'Inde ne peut agir comme une grande puissance au niveau international, c'est principalement parce que son statut de puissance régionale est contesté. L'Inde est une puissance sur la défensive dans sa propre région, où elle se heurte à un double front³ : d'une part à l'Ouest elle fait face à son rival pakistanais, nucléaire et révisionniste, et d'autre part au Nord elle fait face à la Chine, alliée du Pakistan, qui cherche à développer son influence en Asie du Sud et dans l'océan Indien. Il semble donc logique que la plus grande part des capacités militaires et de l'attention stratégique de l'Inde reste concentrée sur sa propre région.

2. Pour un exemple de cette argumentation, voir C. Raja Mohan, *Modi's World: Extending India's Sphere of Influence*, New Delhi, Harper Collins, 2015.

3. « Bipin Rawat Warns of Two-Front War: India Will Have to Work on Its Strategy, Prepare for Worst Case Scenarios », *Firstpost*, 8 septembre 2017.

Au cours des quinze dernières années, New Delhi a bien tenté de normaliser ses relations avec le voisin pakistanais, ou tout du moins de limiter les risques d'une escalade militaire fatale, étant donné les capacités nucléaires des deux pays. Ces efforts ont partiellement porté leurs fruits, puisque les deux pays ne se sont pas directement opposés depuis le conflit de Kargil de 1999. Toutefois, Delhi a été graduellement confrontée à une stratégie de guerre asymétrique de la part du Pakistan, qui a recours à des groupes militants et terroristes comme le Lashkar-e-Toiba (LeT) et le Jaish-e-Mohammed (JeM) pour attaquer des cibles sur le territoire indien⁴. Le soutien du Pakistan à ces mouvements au Cachemire a notamment contraint le gouvernement indien à concentrer des troupes et forces paramilitaires dans cette région. Le LeT et le JeM se sont aussi progressivement mis à attaquer des cibles importantes hors du Cachemire, comme le Parlement indien en décembre 2001, ou des cibles civiles de Mumbai en novembre 2008. Cette stratégie pakistanaise d'utilisation indirecte d'acteurs non étatiques limite les options de New Delhi, qui ne peut directement riposter contre les camps de ces groupes en territoire pakistanais⁵. Toute représaille pourrait provoquer un conflit direct avec le Pakistan.

Pour sortir de cette dynamique, et à la surprise générale, le gouvernement de Modi a pourtant lancé en septembre 2016 des opérations dites chirurgicales et limitées contre des groupes terroristes basés au Pakistan suite à une nouvelle attaque contre une base militaire indienne proche de la frontière⁶. On ne peut encore dire si cette nouvelle stratégie a dissuadé le Pakistan de poursuivre sa stratégie asymétrique, et ce dernier restera certainement une priorité sécuritaire pour l'Inde sur le court terme. De vastes ressources militaires indiennes seront nécessaires pour contrôler la frontière indo-pakistanaise et pour contribuer aux opérations de contre-insurrection contre les militants cachemiris soutenus par Islamabad. Les moyens militaires considérables que New Delhi doit consacrer au Pakistan limitent donc sa marge de manœuvre sur d'autres théâtres d'opérations.

Si la Chine a toujours été un défi stratégique depuis la guerre de 1962, qui entraîna une défaite cuisante pour l'Inde, l'ingérence de Pékin en Asie du Sud depuis une quinzaine d'années soulève de nouveaux problèmes pour New Delhi. Dans le contexte du projet économique chinois Belt & Road, la Chine a investi des sommes considérables au Pakistan, au Bangladesh, en Birmanie, au Népal, au Bhoutan, au Sri Lanka et

4. S. Paul Kapur, *Jihad as Grand Strategy: Islamist Militancy, National Security, and the Pakistani State*, New York, Oxford University Press, 2016.

5. C. Fair, *Fighting to the End: The Pakistan Army's Way of War*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

6. S. Singh, « What the Surgical Strike Achieved », *The Indian Express*, 13 décembre 2017.

aux Maldives⁷. Historiquement, les États d'Asie du Sud maintiennent une attitude prudente vis-à-vis de l'Inde, perçue comme un voisin dominateur. La Chine essaye donc d'exploiter ces inquiétudes en se proposant comme alternative économique et stratégique. Cette stratégie s'est révélée très efficace au Sri Lanka et au Népal, longtemps considérés comme faisant partie de la zone d'influence indienne⁸.

L'Inde doit donc désormais faire face à un rival chinois capable d'investir des sommes financières considérables pour exploiter les tensions régionales à son profit. Cette nouvelle lutte d'influence en Asie du Sud a atteint son pic à l'été 2017, lorsque les forces armées des deux pays se sont fait face pendant deux mois sur le plateau de Doklam, situé entre le Tibet, le Bhoutan et la région indienne du Sikkim. Si New Delhi ne revendique pas directement le Doklam, elle soutient l'ambition du Bhoutan de l'annexer.

La Chine, défi stratégique depuis 1962

Or Pékin avait l'intention d'y construire une route qui aurait menacé la souveraineté du Bhoutan, et aurait placé la Chine dans une position stratégiquement décisive en cas de conflit dans cette région transfrontalière contestée⁹.

La question est de savoir si la crise de Doklam, finalement résolue fin août 2017, n'a été qu'un incident exceptionnel, ou la première étape d'une série de crises à travers lesquelles Pékin entend tester les lignes rouges indiennes. Si une confrontation militaire directe entre l'Inde et la Chine semble improbable, vu les coûts humains et économiques qu'elle entraînerait pour les deux pays, New Delhi devra, comme sur son front occidental, mobiliser des ressources militaires importantes pour tenir ses positions et consolider ses infrastructures le long de la frontière avec la Chine.

L'Inde n'est pas totalement immobilisée d'un point de vue stratégique en Asie du Sud, car elle a récemment étendu son influence dans l'océan Indien, au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est¹⁰, et développé ses relations avec les États-Unis, le Japon et l'Australie¹¹. Toutefois, ses défis sécuritaires restent principalement régionaux, et monopoliseront son attention stratégique, ainsi que ses ressources, dans les années à venir.

7. A. Anderson et A. Ayres, «Economics of Influence: China and India in South Asia», Expert Brief Council on Foreign Relations, 3 août 2015.

8. «India Faces Growing Competition with China in Its Own Backyard», *The Economist*, 19 décembre 2017.

9. J. Joseph, «What Is the Doklam Issue all About?», *The Hindu*, 27 janvier 2018, disponible sur : <www.thehindu.com>.

10. D. Brewster, «The Expansion of India's Security Sphere» in S. Ganguly, N. Blarel et M. S. Pardesi (dir.), *The Oxford Handbook of India's National Security*, New Delhi, Oxford University Press, 2018.

11. «Australia, U.S., India and Japan in Talks to Establish Belt and Road Alternative: Report», Reuters, 19 février 2018.

Instabilité interne

Aux limites régionales à l'expression de la puissance indienne s'ajoutent des défis sécuritaires internes, qui accaparent à ce jour l'attention des décideurs indiens. Récemment, le conseiller à la Sécurité nationale indienne Ajit Doval a déclaré que les défis sécuritaires internes étaient plus décisifs pour la survie de l'État que les menaces externes¹². Depuis son indépendance, l'Inde a en effet périodiquement dû faire face à des menaces sur son intégrité territoriale et sa souveraineté nationale de la part de groupes séparatistes, terroristes, et communautaristes. L'Inde a été confrontée à une multitude de revendications sécessionnistes, que ce soit de la part de mouvements linguistiques, tribaux, religieux ou idéologiques. Ces groupes ont été actifs dans des régions périphériques comme le nord-est de l'Inde (principalement dans les États d'Assam, du Manipur, du Nagaland, du Tripura et du Mizoram), mais surtout dans les années 1980 et 1990 dans les États du Pendjab et du Cachemire, sans mentionner d'autres groupes violents dans les années 1950 et 1960 dans les États du sud de l'Inde.

Plusieurs de ces groupes ont historiquement, ou plus récemment, reçu des soutiens financiers et logistiques de la part des rivaux de l'Inde comme le Pakistan et la Chine. Si les insurrections dans le nord-est indien ont été de longue durée et d'une faible intensité, les mouvements de sédition au Pendjab et au Cachemire ont mobilisé une part importante des ressources sécuritaires indiennes, ainsi que l'attention politique et publique. L'assassinat du Premier ministre Indira Gandhi en 1984 par des Sikhs soutenant le mouvement séparatiste au Pendjab, en fut une illustration. De même, les problèmes sécuritaires durables dans le Nord-Est ont limité la marge de manœuvre du gouvernement de New Delhi dans son désir d'accroître la connectivité de l'Inde avec l'Asie du Sud-Est¹³.

Parallèlement à ces mouvements séparatistes ethniques, il faut aussi mentionner la rébellion naxalite ou maoïste dans l'Est indien, qui a débuté dans les années 1960 puis pris un poids plus important suite à l'ouverture de l'économie indienne et à l'aggravation des inégalités socio-économiques dans les années 1990. Cette insurrection d'inspiration marxiste-léniniste-maoïste lutte pour les droits des basses castes, des tribus locales et autres groupes marginalisés des régions de l'Est délaissées par les investissements de l'État indien. La portée géographique de ce mouvement s'est élargie, et en 2010 certains rapports du ministère

12. TNN, «Internal Security Challenges more Grave than External Threats: Doval», *The Times of India*, 1^{er} novembre 2015.

13. A. Sahni, «How to Act East», *Indian Express*, 29 décembre 2017, disponible sur : <<http://indianexpress.com>>.

de l'Intérieur évoquaient une influence des groupes maoïstes sur 20 % à 30 % du territoire indien¹⁴. L'ancien Premier ministre indien Manmohan Singh a notamment qualifié en 2010 le problème de l'insurrection maoïste de « plus grande menace intérieure pour l'Inde¹⁵ ».

Combiner contre-insurrection et contre-terrorisme

Ces problèmes sécuritaires internes ont notamment poussé l'État indien à investir des ressources financières, militaires et politiques conséquentes dans des opérations de contre-insurrection¹⁶. Ces efforts ont été couronnés de certains succès, victoires militaires ou accords de paix, mais les insurrections sont encore aujourd'hui bien vivantes, comme au Cachemire et dans les régions sous influence maoïste.

L'Inde est également confrontée à des mouvements terroristes très divers, quant à leurs idéologies ou leurs méthodes, ou quant à leur présence géographique. Certains de ces mouvements sont d'origine interne, et opèrent exclusivement sur le territoire indien, mais l'Inde est également victime de mouvements terroristes transnationaux comme le LeT ou le JeM, deux groupes actifs au Pakistan. En 2013, il y avait 66 groupes terroristes actifs en Inde selon le ministère de l'Intérieur ; et en 2017 le gouvernement indien a publié une liste de 39 groupes terroristes interdits sur le territoire¹⁷.

De plus, certains de ces groupes terroristes ont émergé à la suite de conflits prolongés entre l'État indien et des mouvements insurrectionnels. New Delhi doit donc faire face à des menaces hybrides, où des groupes comme les Naxalites par exemple ont recours à des méthodes terroristes. Le gouvernement indien se trouve souvent dans une situation où il se doit de coordonner ses politiques de contre-insurrection et contre-terroriste. Si certaines tensions internes sont nourries et exploitées par des puissances extérieures comme le Pakistan au Cachemire ou la Chine dans le Nord-Est indien, les origines des griefs sociétaux sont bien locales. Les problèmes d'identité nationale, de pauvreté endémique en dépit de la croissance économique, et de corruption à tous les niveaux de gouvernance, sont également des facteurs décisifs qui peuvent expliquer la prolifération et la persistance de ces problèmes internes.

14. S. Mukherjee, « Insurgencies in India: Origins and Causes », in S. Ganguly, N. Blarel et M. S. Pardesi (dir.), *The Oxford Handbook of India's National Security*, New Delhi, Oxford University Press, 2018.

15. PTI, « Naxalism Biggest Threat to Internal Security: Manmohan », *The Hindu*, 24 mai 2010, disponible sur : <www.thehindu.com>.

16. D. Kapur, « The Worrying Rise of Militarisation in India's Central Armed Police Forces », *The Print*, 29 novembre 2017, disponible sur : <https://theprint.in>.

17. C. Ogden, *Oxford Short Introductions: Indian National Security*, New Delhi, Oxford University Press, 2017, p. 57-58.

New Delhi est donc contrainte de trouver des solutions politiques plus holistiques, et ne peut se contenter de mobiliser des moyens militaires et policiers, pour contrer de manière plus efficace une menace terroriste en constante évolution. Les investissements financiers et politiques sont également conséquents, et contraignent encore une fois le gouvernement indien dans sa marge de manœuvre internationale. Si l'Inde veut pouvoir agir comme une puissance majeure sur le plan international et disposer d'un maximum de ressources pour agir comme telle, il lui faut résoudre, ou tout du moins limiter, les instabilités internes.

Obstacles politiques et institutionnels à l'expression de la puissance

Si les ressources matérielles de l'Inde s'accroissent, celles-ci n'ont pas encore entraîné de réel débat sur la redéfinition et l'expansion des intérêts politiques indiens à l'étranger. Plusieurs facteurs, comme les institutions internes, peuvent expliquer ce décalage entre puissance matérielle et stratégie de puissance. Le pouvoir d'un État ne se mesure pas seulement à l'aune de ses ressources matérielles, mais aussi à la façon dont l'autorité politique peut extraire et utiliser ces ressources pour atteindre ses objectifs. Le système démocratique politique indien procure à New Delhi des avantages considérables, notamment en termes de légitimité intérieure et d'image internationale, mais il crée également des contraintes sur le long terme quant à l'aptitude de l'Inde à générer et projeter sa puissance militaire au-delà des confins de l'Asie du Sud.

D'une part, le système politique indien n'incite pas les élus indiens à consacrer beaucoup d'attention et d'intérêt à la politique étrangère et aux questions stratégiques et militaires¹⁸. Les débats électoraux ne tournent que rarement autour des questions de politique extérieure et le public indien est soit peu informé soit vaguement intéressé par les considérations stratégiques et le rôle international de l'Inde. Les partis et politiciens indiens préfèrent dès lors faire campagne sur les préoccupations plus immédiates des électeurs indiens. Certes, l'Inde n'est pas un cas unique : la politique étrangère n'a jamais été une priorité électorale dans la plupart des démocraties. Toutefois, beaucoup de ces démocraties peuvent compter sur des bureaucraties compétentes pour réfléchir et débattre de leurs choix stratégiques.

Malheureusement, l'Inde ne peut compter sur un outil bureaucratique important et novateur. Le ministère indien des Affaires étrangères

18. Pour une élaboration récente de cet argument, voir V. Narang et P. Staniland, « Democratic Accountability and Foreign Security Policy: Theory and Evidence from India », *Security Studies*, 2018.

Un outil diplomatique relativement faible

a traditionnellement été l'acteur bureaucratique le plus important quant à la formulation de la politique étrangère indienne. Mais ses effectifs sont aujourd'hui dépassés par les responsabilités et enjeux d'une puissance émergente. Selon un rapport parlementaire de 2016, l'Inde ne disposait par exemple que de 772 diplomates (loin des 900 diplomates de Singapour, ou encore des 4 500 diplomates chinois), et la qualité de ceux-ci se serait également « détériorée » au cours des dernières années¹⁹. En effet, beaucoup

des fonctionnaires indiens les mieux classés à la suite de concours préfèrent opter pour d'autres branches administratives. En parallèle, le ministère des Affaires étrangères a perdu le contrôle exclusif des questions stratégiques au bénéfice du bureau du Premier ministre, qui inclut notamment la fonction de conseiller à la Sécurité nationale, responsable devant le seul Premier ministre indien. Au cours des vingt dernières années, le poste de conseiller à la Sécurité nationale a concentré presque tous les pouvoirs, et a principalement défini la ligne politique stratégique indienne. Le problème est que le parcours des conseillers à la Sécurité nationale a beaucoup varié, qu'il s'agisse d'anciens diplomates ou directeurs des services de renseignement intérieur. En conséquence, les priorités stratégiques ont souvent évolué selon la personnalité du conseiller, limitant toute réflexion holistique et de long terme.

Concernant l'instrument bureaucratique militaire, l'Inde n'est pas mieux servie. Une grande partie du budget du ministère indien de la Défense est attribuée au paiement du personnel existant et des pensions militaires²⁰. Ces coûts fixes limitent donc les possibilités d'investissement dans la modernisation de l'instrument militaire, pourtant nécessaire étant donné l'obsolescence des armements achetés à l'URSS puis à la Russie sur les cinquante dernières années. La production nationale d'armement est limitée à la fois qualitativement et quantitativement pour subvenir aux besoins de l'armée indienne²¹. Pour compenser les limites de la production interne, l'Inde ne peut non plus compter sur un processus d'approvisionnement d'armes transparent, efficace et cohérent, ce qui génère un nombre important de retards dans l'achat de systèmes d'armes essentiels pour l'armée indienne²². Le projet du gouvernement Modi visant à encourager

19. P. Nanda, « Indian Foreign Service in Desperate Need of Reform, Particularly When It Is Losing Relevance », *Firstpost*, 9 août 2016, disponible sur : <www.firstpost.com>.

20. L. K. Behera, « Defence Budget 2018-19: The Imperative of Controlling Manpower Cost », *IDSIA Issue Brief*, 2 février 2018.

21. S. Cohen et S. Dasgupta, *Arming without Aiming: India's Military Modernization*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2012.

22. « India's Military Modernisation Programme Boggled Down By Bureaucrats, Dysfunctional Procurement Processes », *Bloomberg*, 1^{er} février 2018.

une production industrielle plus importante (*Make in India*) n'a pour l'instant pas entraîné de changement visible dans l'industrie militaire indienne²³. Ainsi, même si la croissance économique indienne se maintient, ces nouvelles ressources financières ne se reconvertiront pas immédiatement dans le développement de la puissance militaire.

Sans une attention plus régulière des dirigeants élus indiens, et un désir d'investir leur capital politique dans des réformes, la paralysie bureaucratique est donc plus que certaine. Le système administratif actuel est trop limité dans ses moyens et ses idées pour espérer promouvoir une politique étrangère plus ambitieuse, et adaptée aux nouveaux enjeux stratégiques pour une puissance en devenir comme l'Inde²⁴.

Futurs défis et opportunités pour l'Inde

Que manque-t-il donc aujourd'hui à l'Inde pour devenir une puissance majeure ? Dans les perceptions populaires, l'Inde, qui a longtemps été associée à la pauvreté et à l'instabilité, est désormais perçue comme une économie émergente, avec un secteur des technologies de l'information florissant, et des institutions démocratiques solides. Toutefois, cette image flatteuse doit être pondérée par les réalités politiques internes, et par une position régionale qui imposent des contraintes sévères aux désirs de puissance de décideurs comme Narendra Modi.

Depuis son arrivée au pouvoir, le Premier ministre Modi a apporté un dynamisme sans précédent à la politique étrangère indienne. Il a notamment renforcé la relation entre l'Inde et les États-Unis, après que le précédent gouvernement a signé un accord nucléaire historique entre les deux pays. Barack Obama est aussi devenu le premier président américain à être l'invité d'honneur des célébrations de l'anniversaire de la République indienne en 2015. Au-delà de ce geste symbolique, Modi a également signé un accord logistique bilatéral, en négociation depuis une décennie, et qui donne désormais accès aux deux pays à certaines de leurs installations militaires aux fins de ravitaillement et de réapprovisionnement²⁵. Enfin, les deux pays ont aussi été impliqués dans un dialogue quadrilatéral sur la sécurité navale dans l'Indopacifique, avec l'Australie et le Japon²⁶.

23. J. Grevatt, « India Updates Defence Procurement Processes », *IHS Jane's Defence Weekly*, 17 janvier 2018.

24. D. Markey, « Developing India's Foreign Policy "Software" », *Asia Policy* 8, juillet 2009.

25. A. Panda, « India, US Sign Logistics Exchange Agreement: What You Need to Know », *The Diplomat*, 3 août 2016, disponible sur : <<https://thediplomat.com>>.

26. T. Madan, « The Rise, Fall, and Rebirth of the Quad », *War on the Rocks*, 16 novembre 2017.

Modi a également lancé une politique visant à normaliser les relations avec ses voisins d'Asie du Sud (*Neighborhood first*). Toutefois, comme indiqué précédemment, les relations avec le Pakistan et la Chine, et certains pays voisins appâtés par les investissements chinois, ne se sont que peu améliorées. Lors de la crise du plateau de Doklam, Modi a montré une plus grande volonté politique à ne pas céder aux pressions chinoises. Toutefois, en raison des contraintes structurelles détaillées ci-dessus, il n'a pas réussi faire de l'Inde une puissance de premier plan (*leading power*) comme il l'avait initialement désiré et annoncé²⁷.

Toutes les puissances émergentes, aujourd'hui ou historiquement, ont dû faire face à des dilemmes similaires, mais il semble que les obstacles internes et régionaux à l'émergence de l'Inde soient particulièrement difficiles à surmonter. Toutefois, l'histoire de l'évolution politique de l'Inde est pleine de contradictions. Elle a longtemps été confrontée à de nombreux défis, et son émergence a été limitée par une absence de politiques cohérentes et un manque constant de capacités matérielles. En dépit de ces handicaps, le système politique indien et son intégrité territoriale ont démontré leur résilience. Sur les bases d'une économie qui continue à croître, et de capacités militaires renforcées, avec une plus grande confiance politique en ses moyens, il est possible que l'Inde se mette, finalement, à agir comme une grande puissance.



Mots clés

Inde
Politique étrangère
Chine
Asie du Sud

27. A. Ayres, « Will India Start Acting like a Global Power? », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2017.